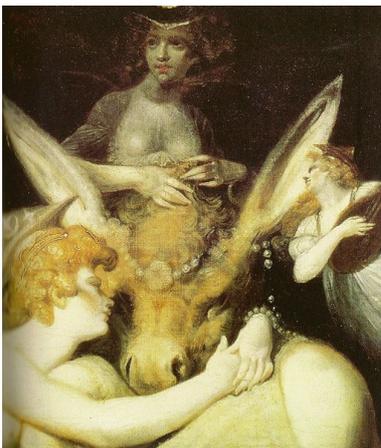


<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?39-L-industrie-du-vide-1979>



L'industrie du vide

- Documents par thèmes - Idéologies, mythes et fausses subversions - Insignifiance, cynisme, nihilisme -



Date de mise en ligne : 2007

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Article paru dans Le Nouvel Observateur, 9 juillet 1979. Ce texte a été repris dans Domaines de l'homme. Les Carrefours du labyrinthe II, Seuil, Paris, 1986, p. 32-40.

Texte suivi de l'échange entre Pierre Vidal-Naquet et Bernard-Henri Lévy qui lui a donné naissance.

source : [site de vidal-naquet](#)

Il est regrettable que la lettre de Pierre Vidal-Naquet publiée dans Le Nouvel Observateur du 18 juin 1979 (p. 42) ait été amputée de quelques passages importants : « Il suffit, en effet, de jeter un rapide coup d'œil sur ce livre pour s'apercevoir que, loin d'être un ouvrage majeur de philosophie politique, il fourmille littéralement d'erreurs grossières, d'à-peu-près, de citations fausses ou d'affirmations délirantes. Devant l'énorme tapage publicitaire dont bénéficie ce livre, et indépendamment de toute question politique et notamment de la nécessaire lutte contre le totalitarisme, il importe de rétablir, dans les discussions intellectuelles, un minimum de probité [...]. Qu'il s'agisse d'histoire biblique, d'histoire grecque ou d'histoire contemporaine, M. Bernard-Henri Lévy affiche, dans tous les domaines, la même consternante ignorance, la même stupéfiante outrecuidance, qu'on en juge : [...]. »

Shmuel Trigano avait corroboré d'avance ce jugement, quant à l'histoire et l'exégèse bibliques, dans Le Monde (25 mai 1979). Il est simplement indécent de parler à ce propos de « jeu de la cuistrerie » et de prétendre que l'on veut « censurer toute parole qui n'aurait point d'abord comparu au grand tribunal des agrégés », comme a le front de le faire quelqu'un qui occupe les médias presque autant que la « bande des quatre » et pour y produire un vide de la même qualité. Vidal-Naquet n'a pas demandé aux responsables des publications de « renforcer le contrôle sur la production des idées et leur circulation ». Il s'est dressé contre la honteuse dégradation de la fonction critique dans la France contemporaine. De cette dégradation, il est évident que les directeurs des publications sont aussi responsables – comme ils l'étaient (et le restent) d'avoir, pendant des décennies, présenté ou laissé présenter comme « socialisme » et « révolution » le pouvoir totalitaire des Staline et des Mao. Mais peut-être que l'auteur, du haut de la nouvelle « éthique » qu'il veut enseigner au monde, nous dira-t-il, comme naguère les « philosophes du désir », que « la responsabilité est un concept de flic » ? Peut-être n'a-t-il qu'une notion carcérale et policière de la responsabilité ?

Dans la « République des Lettres », il y a – il y avait avant la montée des imposteurs – des mœurs, des règles et des standards. Si quelqu'un ne les respecte pas, c'est aux autres de le rappeler à l'ordre et de mettre en garde le public. Si cela n'est pas fait, on le sait de longue date, la démagogie incontrôlée conduit à la tyrannie. Elle engendre la destruction – qui progresse devant nos yeux – des normes et des comportements effectifs, publics sociaux que présuppose la recherche en commun de la vérité. Ce dont nous sommes tous responsables, en tant que sujets politiques précisément, ce n'est pas de la vérité intemporelle, transcendante, des mathématiques ou de la psychanalyse ; si elle existe, celle-ci est soustraite à tout risque. Ce dont nous sommes responsables, c'est de la présence effective de cette vérité dans et pour la société où nous vivons. Et c'est elle que ruinent aussi bien le totalitarisme que l'imposture publicitaire. Ne pas se dresser contre l'imposture, ne pas la dénoncer, c'est se rendre coresponsable de son éventuelle victoire. Plus insidieuse, l'imposture publicitaire n'est pas, à la longue, moins dangereuse que l'imposture totalitaire. Par des moyens différents, l'une et l'autre détruisent l'existence d'un espace public de pensée, de confrontation, de critique réciproque. La distance entre les deux, du reste, n'est pas si grande, et les procédés utilisés sont souvent les mêmes. Dans la réponse de l'auteur, on retrouve un bon échantillonnage des procédés de la fourberie stalinienne. Pris la main dans le sac, le voleur crie au voleur. Ayant falsifié l'Ancien Testament, il accuse Vidal-Naquet de falsification à ce même propos, et à ce même propos il se refalsifie lui-même (prétendant qu'il n'a pas écrit ce qu'il a écrit et renvoyant à d'autres pages qui n'ont rien à voir). On retrouve aussi les

mêmes procédés d'intimidation : voyez-vous, désormais, relever les erreurs et les falsifications d'un auteur relève de la « délation », du « rapport de police », du « caporalisme savant » et des tâches de « procureur ». (Ainsi, Marchais engueule les journalistes : « Messieurs, vous ne savez pas ce qu'est la démocratie. »)

Ce qui importe n'est pas, évidemment, le cas de la personne, mais la question générale que Vidal-Naquet posait à la fin de sa lettre et que je reformulerai ainsi : sous quelles conditions sociologiques et anthropologiques, dans un pays de vieille et grande culture, un « auteur » peut-il se permettre d'écrire n'importe quoi, la « critique » le porter aux nues, le public le suivre docilement – et ceux qui dévoilent l'imposture, sans nullement être réduits au silence ou emprisonnés, n'avoir aucun écho effectif ?

Question qui n'est qu'un aspect d'une autre, beaucoup plus vaste : la décomposition et la crise de la société et de la culture contemporaines. Et, bien entendu aussi, de la crise de la démocratie. Car la démocratie n'est possible que là où il y a un ethos démocratique : responsabilité, pudeur, franchise (parrésia), contrôle réciproque et conscience aiguë de ce que les enjeux publics sont aussi nos enjeux personnels à chacun. Et, sans un tel ethos, il ne peut pas y avoir non plus de « République des Lettres » mais seulement des pseudo-vérités administrées par l'État, par le clergé (monothéiste ou non), par les médias. Ce processus de destruction accélérée de l'espace public de pensée et de montée de l'imposture exigerait une longue analyse. Ici, je ne peux qu'indiquer et décrire brièvement quelques-unes de ses conditions de possibilité.

La première concerne les « auteurs » eux-mêmes. Il leur faut être privés du sentiment de responsabilité et de pudeur. La pudeur est, évidemment, vertu sociale et politique : sans pudeur, pas de démocratie. (Dans les Lois, Platon voyait très correctement que la démocratie athénienne avait fait des merveilles aussi longtemps que la pudeur, aidôs, y régnait.) En ces matières, l'absence de pudeur est ipso facto mépris d'autrui et du public. Il faut, en effet, un fantastique mépris de son propre métier, de la vérité certes aussi mais tout autant des lecteurs, pour inventer des faits et des citations. Il faut ce mépris du public au carré pour faire mine, lorsque ces bourdes sont relevées, de retourner l'accusation d'ignorance contre celui qui les a signalées. Et il faut une impudeur sans pareille – ou plutôt que les communistes et les fascistes nous avaient déjà exhibée – pour désigner comme « intellectuel probablement antitotalitaire » (souligné par moi ; le style de l'insinuation, qui pourrait être rétractée si les choses tournaient mal, pue L'Humanité à mille kilomètres) Pierre Vidal-Naquet, qui s'est toujours trouvé, depuis plus de vingt ans, à la première ligne des dénonciateurs du totalitarisme et a combattu la guerre d'Algérie et la torture à une époque où cela, loin de rapporter de confortables droits d'auteur, comportait des risques réels.

Mais des individus richement pourvus de ces absences de qualités ont existé de tout temps. Généralement, ils faisaient fortune dans d'autres trafics, non dans celui des « idées ». Une autre évolution a été nécessaire, celle précisément qui a fait des « idées » un objet de trafic, des marchandises consommables une saison et que l'on jette (oublie) avec le prochain changement de mode. Cela n'a rien à voir avec une « démocratisation de la culture » pas plus que l'expansion de la télévision ne signifie « démocratisation de l'information », mais très précisément, une désinformation uni-formément orientée et administrée. Que l'industrie des médias fasse son profit comme elle peut, c'est, dans le système institué, logique : son affaire, c'est les affaires. Qu'elle trouve des scribes sans scrupule pour jouer ce jeu n'est pas étonnant non plus. Mais tout cela a encore une autre condition de possibilité : l'attitude du public. Les « auteurs » et leurs promoteurs fabriquent et vendent de la camelote. Mais le public l'achète – et n'y voit que de la camelote, des fast-foods. Loin de fournir un motif de consolation, cela traduit une dégradation catastrophique, et qui risque de devenir irréversible, de la relation du public à l'écrit. Plus les gens lisent, moins ils lisent. Ils lisent les livres qu'on leur présente comme « philosophiques » comme ils lisent les romans policiers. En un sens, certes, ils n'ont pas tort. Mais, en un autre sens, ils désapprennent à lire, à réfléchir, à critiquer. Ils se mettent simplement au courant, comme l'écrivait L'Obs il y a quelques semaines, du « débat le plus chic de la saison ».

Derrière cela, des facteurs historiquement lourds. Corruption des mécanismes mentaux par cinquante ans de mystification totalitaire : des gens qui ont si longtemps accepté l'idée que la terreur stalinienne représentait la forme la plus avancée de la démocratie n'ont pas besoin de grandes contorsions intellectuelles pour avaler l'affirmation que

la démocratie athénienne (ou l'autogestion) équivaut au totalitarisme. Mais aussi la crise de l'époque, l'esprit du temps. Minable époque, qui, dans son impuissance à créer ou à reconnaître le nouveau, en est déduite à toujours resucer, remastiquer, recracher, revomir une tradition qu'elle n'est même pas capable de vraiment connaître et de vraiment faire vivre. Il faut enfin aussi – à la fois condition et résultat de cette évolution – l'altération et la dégradation essentielle de la fonction traditionnelle de la critique. Il faut que la critique cesse d'être critique et devienne, plus ou moins, partie de l'industrie promotionnelle et publicitaire. Il ne s'agit pas ici de la critique de l'art, qui pose d'autres questions ; ni de la critique dans les domaines des sciences exactes, ou des disciplines spécialisées, où jusqu'ici la communauté des chercheurs a su imposer l'ethos scientifique. Dans ces domaines, du reste, les mystifications sont rares aussi pour une bonne raison : trafiquer les coutumes des Bamilékés ou les décimales de la constante de Planck ne rapporte rien. Mais trafiquer les idées générales – à l'intersection des « sciences humaines », de la philosophie et de la pensée politique – commence à rapporter beaucoup, notamment en France. Et c'est ici que la fonction de la critique pouvait et devait être importante, non pas parce qu'elle est facile, mais précisément parce qu'elle est difficile. Devant un auteur qui prétend parler de la totalité de l'histoire humaine et des questions qu'elle soulève, qui et comment peut distinguer s'il s'agit d'un nouveau Platon, Aristote, Montesquieu, Rousseau, Hegel, Marx, Tocqueville – ou d'un faux-monnayeur ?

Que l'on ne vienne pas me dire que c'est aux lecteurs de juger : c'est évident, et futile. Ni que j'invite la critique à fonctionner comme censure, à faire écran entre les auteurs et le public. Ce serait d'une insigne hypocrisie. Car la critique contemporaine accomplit massivement déjà cette fonction de censure : elle enterre sous le silence tout ce qui n'est pas à la mode et tout ce qui est difficile. Parmi ses plus beaux fleurons de honte, par exemple : elle ne mentionne, fugitivement, Lévinas que depuis que celui-ci, pillé-haché menu, a été utilisé dans la macédoine-Lévy. Et elle impose, pour autant que cela dépend d'elle, les « produits ». À croire les critiques français, on n'a produit dans ce pays depuis trente ans que des chefs-d'oeuvre ; et rien qui soit mauvais ou critiquable. Il y a belle lurette que je n'ai vu un critique critiquer vraiment un auteur. (Je ne parle pas des cas où la critique est obligée de se faire l'écho de polémiques entre auteurs ; ni des critiques « politiquement » orientées.) Tout ce qui est publié – tout ce dont on parle – est merveilleux. Le résultat serait-il différent s'il y avait une censure préalable et si les critiques écrivaient sur ordre ? L'asservissement commercial-publicitaire ne diffère pas tellement, de ce point de vue, de l'asservissement totalitaire.

Il y a des standards formels de rigueur, de métier, dont la critique doit exiger le respect, et informer le lecteur si tel n'est pas le cas. Il y a un compte rendu du contenu des ouvrages, aussi honnête et fidèle que possible, à faire (pourquoi le Times Literary Supplement ou la New York Review of Books peuvent-ils le faire et les critiques français non ?). Et il y a un jugement sur le fond que le critique doit risquer et qu'il risque quoi qu'il fasse. Quoi qu'ils fassent, les critiques français qui ont porté aux nues toutes ces années les vedettes successives de l'idéologie française resteront à jamais devant l'histoire avec leur bonnet d'âne. Le respect des standards formels de rigueur n'est pas une question « formelle ». Le critique doit me dire si l'auteur invente des faits et des citations, soit gratuitement, ce qui crée une présomption d'ignorance et d'irresponsabilité, soit pour les besoins de sa cause, ce qui crée une présomption de malhonnêteté intellectuelle. Faire cela, ce n'est pas être un cuistre, mais faire son travail. Ne pas le faire, c'est abuser son public et voler son salaire. Le critique est chargé d'une fonction publique, sociale et démocratique, de contrôle et d'éducation. Vous êtes libre d'écrire et de publier n'importe quoi ; mais si vous plagiez Saint-John Perse, sachez que cela sera dit haut et fort. Fonction d'éducation des futurs auteurs et des lecteurs, d'autant plus vitale aujourd'hui que l'éducation scolaire et universitaire se dégrade constamment. Pour deux raisons, le respect de ces standards est important. D'abord parce qu'il montre si l'auteur est capable ou pas de se soumettre à certaines lois, de s'autodiscipliner, sans contrainte matérielle ou extérieure. Aucune nécessité logique, ici : dans l'abstrait, on peut concevoir qu'un auteur génial maltraite au possible les faits et les citations. Mais, par un de ces mystères de la vie de l'esprit – visiblement impénétrables pour les génies-Darty –, on n'en connaît guère d'exemple. Il se trouve que les grands créateurs ont toujours aussi été des artisans acharnés. Que Michel-Ange allait surveiller lui-même l'extraction de ses marbres dans les carrières. Que, lorsqu'un savant archéologue a voulu dénoncer des « inexactitudes » dans Salammbô – roman, non pas ouvrage historique –, Flaubert a pu lui démontrer qu'il connaissait l'archéologie punique et romaine mieux que lui.

Mais aussi parce qu'il n'y a pas d'abîme séparant le « formel » et le « substantiel ». Si les critiques avaient tiqué sur le désormais célèbre auteur Hali-baba-carnasse, ils auraient facilement découvert, de fil en aiguille, que l'« auteur » tire son « érudition éblouissante » du Bailly (excellent dictionnaire pour les terminales des lycées, mais pas pour une enquête sur la culture grecque) et que les âneries qu'il raconte sur l'absence de « conscience » en Grèce tombent déjà devant cette phrase de Ménandre : « Pour les mortels, la conscience est dieu. » S'ils avaient tiqué devant la « mise à mort du Dieu » par Robespierre, ils auraient peut-être plus facilement vu ce qui est gros comme une maison : que l'« auteur » falsifie les faits pour lier athéisme et Terreur, et brouiller l'évidence historique massive montrant que les « monothéismes » ont été, infiniment plus que les autres croyances, sources de guerres saintes, d'extermination des allodoxes, complices des pouvoirs les plus oppressifs ; et qu'ils ont, dans deux cas et demi sur trois, explicitement réclamé ou essayé d'imposer la confusion du religieux et du politique. Si la critique continue à abdiquer sa fonction, les autres intellectuels et écrivains auront le devoir de la remplacer. Cette tâche devient maintenant une tâche éthique et politique. Que cette camelote doive passer de mode, c'est certain : elle est, comme tous les produits contemporains, à obsolescence incorporée. Mais le système dans et par lequel il y a ces camelotes doit être combattu dans chacune de ses manifestations. Nous avons à lutter pour la préservation d'un authentique espace public de pensée contre les pouvoirs de l'État, mais aussi contre le bluff, la démagogie et la prostitution de l'esprit.

§ *Critique du Testament de Dieu de Bernard-Henri Lévy par Pierre Vidal-Naquet dans Le Nouvel Observateur en juin 1979*

§ *Réponse de Bernard-Henry Lévy*

§ *Réponse de Pierre Vidal-Naquet*

(Sont reproduits ici ces textes tels qu'ils ont été publiés sous le titre « Tradition et nouvelle philologie », Quaderni di storia, n° 11, janvier-juin 1980, p. 315-329.)

Pierre Vidal-Naquet à la rédaction du Nouvel Observateur (18 juin 1979)

NB : Les passages entre crochets, figurant dans la lettre adressée par Pierre Vidal-Naquet au Nouvel Observateur, ont été supprimés – censurés – dans la version qu'en a publiée l'hebdomadaire.

Monsieur le Directeur,

Votre publication a eu récemment l'occasion de faire écho de façon favorable au livre de Bernard-Henri Lévy, *Le Testament de Dieu*, publié aux Éditions Grasset dans la collection « Figures ». Je pense que votre bonne foi a été surprise. [Il suffit, en effet, de jeter un rapide coup d'œil sur ce livre pour s'apercevoir que loin d'être un ouvrage majeur de philosophie politique, il fourmille littéralement d'erreurs grossières, d'à-peu-près, de citations fausses, ou d'affirmations délirantes. Devant l'énorme tapage publicitaire dont bénéficie cet ouvrage, et indépendamment de toute question politique et notamment de la nécessaire lutte contre le totalitarisme, il importe de rétablir, dans les discussions intellectuelles, un minimum de probité.] Je n'entends pas fournir ici une liste complète des erreurs de Bernard-Henri Lévy, cela demanderait un gros volume ; je me contenterai d'une simple anthologie de « perles » dignes d'un médiocre candidat au baccalauréat. [Qu'il s'agisse d'histoire biblique, d'histoire grecque ou d'histoire contemporaine, Monsieur Bernard-Henri Lévy affiche, dans tous les domaines, la même consternante ignorance, la même stupéfiante outrecuidance, qu'on en juge :]

§ Monsieur Bernard-Henri Lévy place au « 7e jour » (p. 238) de la création le péché originel. Il faut croire qu'Adam et Ève ont profité du repos du Seigneur ; mais cette précision surprendra les lecteurs de la Genèse ;

§ prenant le Pirée pour un homme, il fait (p. 79) d'Halicarnasse un auteur grec ;

§ de l'Antigone de Sophocle, tragédie représentée à Athènes en 442 av. J.-C. et dont l'action se passe dans la Thèbes du second millénaire, il fait une pièce qui nous informe sur Thèbes à la fin du Ve siècle (p. 87) ; c'est comme si la Phèdre de Racine était utilisée comme document sur la Crète au temps de Louis XIV ;

§ il fait (p. 79) de textes qui s'échelonnent entre le 1er siècle av. J.-C. et le 1er siècle ap. J.-C. des témoignages datant du temps de la « romanité expirante » ; c'est simplement se tromper de trois ou quatre siècles ;

§ Robespierre, qui organisa le culte de l'Être Suprême, est accusé de « mise à mort du Dieu Un et Souverain » (p. 106) ;

§ un texte de Benjamin Constant (1818) et un autre de Fustel de Coulanges (1864) sont déclarés (p. 42) « à peu près contemporains » et c'est même le premier qui fait « spectaculairement écho » au second. À ce compte, on pourrait déclarer « à peu près contemporains » le J'accuse de Zola (1898) et l'Appel du 18 juin du général de Gaulle ;

§ de Staline, il est dit que, « au milieu de l'année 1928, [...] il lance les masses sur la Place Rouge, à l'assaut d'un parti qui l'a mis en minorité et retarde pour l'heure la procession du socialisme » (p. 23). Et cette mise en minorité et cette manifestation sont une pure invention ;

§ Bernard-Henri Lévy cite (p. 278, note 49) la « déposition d'Himmler » au procès de Nuremberg. Ce dut être une déposition fantomatique, car Himmler s'est suicidé après son arrestation, par les troupes anglaises, le 23 mai 1945.

Il me semble que ce petit relevé suffit et qu'il est de nature à intéresser vos lecteurs. Le véritable problème n'est donc pas de « critiquer » le livre de Bernard-Henri Lévy, car il est en deçà de toute critique ; il est de se demander : 1) Comment un normalien, agrégé de philosophie selon ce que nous apprend la couverture du livre, peut-il se mépriser lui-même et mépriser ses lecteurs au point de leur infliger une pareille « science » et se comporter, pour utiliser son propre vocabulaire (pp. 78-79), comme un « bateleur analphabète » ? 2) Comment il peut se faire que, sans exercer le moindre contrôle, un éditeur, des journaux, des chaînes de télévision lancent un pareil produit, comme on lance une savonnette, sans prendre les garanties de qualité que l'on exige précisément d'une savonnette ? Est-ce cela la « Barbarie à visage humain » ?

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pierre Vidal-Naquet

Réponse de Bernard-Henri Lévy (Le Nouvel Observateur, 18 juin 1979)

Pierre Vidal-Naquet vient, peut-être, d'inventer un genre inédit dans la République des Lettres : le rapport de police philosophique.

Comment qualifier en effet un texte qui, à mi-chemin de la délation publique et du caporalisme savant, prétend censurer toute parole qui n'aurait point d'abord comparu au grand tribunal des agrégés ? Sait-il bien ce qu'il dit, et ce que pèsent les mots qui le disent, quand il exhorte « un éditeur, des journaux, des chaînes de télévision » à renforcer leur « contrôle » sur la production des idées et leur circulation ? A-t-on jamais vu un intellectuel prendre la peine

d'adresser la même lettre, le même jour, à tous les responsables de toutes les « publications » qui ont eu l'« occasion » de faire favorablement « écho » au livre d'un autre intellectuel ? C'est pour tant bien à cela que s'occupe, aujourd'hui, l'un de nos plus éminents historiens. Et, puisqu'il prétend me retirer, semble-t-il, mon brevet de « science », je lui décerne, moi, volontiers, sa médaille de procureur.

Car enfin, entrons donc, un instant, dans le jeu de la cuistrerie. Je confesse de bon gré une grossière erreur de référence dans la note où je mentionne Himmler. Mais je ne suis pas sûr, en revanche, qu'au regard d'une histoire qui va de Thomas More à Pol Pot, Constant et Fustel ne puissent être tenus pour « à peu près contemporains ». Je ne crois pas absurde de considérer, depuis Hegel au moins, que la révolution culturelle chrétienne est le lieu d'une rupture où bascule le monde païen et commence d'« expirer » la « romanité » décadente. Je pense effectivement que Sophocle, poète grec du Ve siècle, nous dit, à travers les mythes et la haute mémoire qu'il met en œuvre, la vérité de la conception du monde en vigueur dans la Grèce où il vit, pense et écrit. Et quant à Robespierre, je vois mal comment lui refuser l'athéisme militant, la haine du « Dieu Un et Souverain », qu'il ne se lassait pas de revendiquer dans sa chasse aux chrétiens, à leurs prêtres, et jusqu'à leur calendrier...

Il y a plus grave et, sur les trois derniers points, la rage dénonciatrice débouche sur le plus étrange, le plus ahurissant aveuglement. Je passe sur la pure et simple falsification qui, à propos du « péché originel », me prête une thèse absurde et largement démentie ailleurs (pp. 235-236). Mais je m'étonne, par contre, qu'il faille rappeler à un helléniste que Denys d'Halicarnasse est bel et bien un écrivain grec, originaire de Carie, fixé à Rome en 30 avant Jésus-Christ, et auteur de fameuses Antiquités romaines. Je suis surpris qu'un intellectuel, probablement antitotalitaire, semble tout ignorer de la crise politique qui ébranla le parti bolchevik en 1928, à l'heure où – avec l'appui de Kalinine et Vorochilov – Rykov, Tomski et Boukharine détenaient, contre Staline, la majorité au Politburo et au comité central. Et je me permets, sur ce point, de lui recommander la lecture du grand livre d'Ante Ciliga, Voyage au pays du mensonge, où il trouvera cette crise contée par le menu (pp. 50-51) : à moins, bien entendu, qu'Ante Ciliga, dissident et martyr, ne soit lui aussi, selon Vidal-Naquet, un « médiocre candidat au baccalauréat ».

Bernard-Henri Lévy

Pierre Vidal-Naquet réplique à Bernard-Henri Lévy (Le Nouvel Observateur, 25 juin 1979)

Comme un petit élève de jadis, coiffé, injustement, du bonnet d'âne, par son instituteur, Bernard-Henri Lévy proteste, et comme on le comprend. Agrégé lui-même, et le disant bien haut, il affirme que j'aurais voulu le faire comparaître « au grand tribunal des agrégés ». Sculptant, avec l'aide des médias, sa propre statue, il affirme que j'ai écrit un « rapport de police philosophique » parce que j'ai dressé une petite anthologie de ses innombrables erreurs, anthologie que j'ai adressée à quelques journaux, non à tous, puisque je n'ai écrit, par exemple, ni au Figaro-Magazine d'Alain de Benoist et Michel Droit, ni à Minute, ni à la presse communiste. Parce que j'ai suggéré que la production intellectuelle ne devait pas relever purement et simplement de la production marchande, quelles que soient les inévitables interférences, me voilà accusé de vouloir faire établir un contrôle « sur la production des idées et leur circulation », et d'être animé d'une « rage dénonciatrice ».

Il est bon pourtant d'analyser les arguments de Bernard-Henri Lévy. Il y en a de quatre types :

L'aveu limité. Il reconnaît une « grossière erreur » : il a fait témoigner Himmler, mort, au procès de Nuremberg. Mais c'est toute sa note, p. 278, note 49, qui est un tissu d'inventions. Ne va-t-il pas jusqu'à écrire que c'était la Gestapo, non la SS, qui s'occupait des chambres à gaz ?

Qu'est-ce que tout cela aux yeux du philosophe « hégélien » qui raisonne à l'échelle des siècles ? Et c'est ainsi que l'on peut rendre contemporains un texte de Benjamin Constant en 1818, et un texte de Fustel de Coulanges en 1864,

faire commencer le temps de la « romanité expirante » avant même l'époque d'Auguste. Je crains que l'explication ne soit plus simple et ne s'appelle : légèreté. S'il a déclaré presque contemporain de Fustel le texte de Constant, n'est-ce pas simplement parce qu'il a lu ce texte dans une édition de 1861 ? Lecture faite, persiste et signe. Et c'est ainsi que Robespierre, qui fit voter, le 18 floréal an II (7 mai 1794), que « le peuple français reconnaît l'existence de l'Être Suprême et l'immortalité de l'âme » et pourfendit en termes sanglants l'athéisme et les athées, se voit taxer d'« athéisme militant ». C'est encore ainsi que Bernard-Henri Lévy invoque l'autorité de Ciliga pour la manifestation de masse que Staline aurait organisée, en 1928, contre le Parti qui l'a mis en minorité, sur la place Rouge. Aux pages indiquées (50-51) de Dix ans au pays du mensonge déconcertant, Ciliga ne dit rien de tel, et pour cause : il se fait simplement l'écho de rumeurs circulant dans les milieux troskistes sur ce qui se passerait... si Staline était mis en minorité – chose du reste, je le précise, parfaitement inconcevable. Je n'ai pas dit cela. Le malheur est précisément qu'il l'a dit, ou plutôt écrit. Ayant pris le Pirée pour un homme et Halicarnasse pour un nom de famille, comme on dit Chevreuse ou Saint-Simon, il croit m'apprendre qui est Denys d'Halicarnasse. Appellerait-on, en français, le romancier médiéval Chrétien de Troyes simplement : Troyes, ou le tyran Denys de Syracuse simplement : Syracuse ? Le philosophe a-t-il évoqué à propos de l'Antigone de Sophocle, la Thèbes de la fin du Ve siècle avant Jésus-Christ – se trompant, s'il s'agit de la cité, d'un millénaire, et s'il s'agit de la pièce, de plusieurs dizaines d'années –, il fait comme s'il n'avait parlé que de la Grèce du Ve siècle. Enfin, si ce spécialiste de la Bible n'a pas parlé, pages 235-236, de la « thèse absurde » du péché originel commis « au septième jour », il en a bel et bien parlé à la page que j'ai citée, et qui est la page 238.

Querelles de grimauds que tout cela, cuistrerie ? Mais non, Le Testament de Dieu n'est pas un roman ni même un pamphlet, il se veut œuvre d'érudition et relève, à ce titre, de la critique, en gros et en détail.

Mais il y a plus grave. Bernard-Henri Lévy a parlé à mon propos de « pure et simple falsification ». C'est une expression dure à entendre pour un historien de métier et de vocation. Soit. Voyons un peu ce que nous apprend la critique des textes. Dans Le Monde du 5 janvier 1978, Bernard-Henri Lévy accorde un entretien à Gilbert Comte. On y lit ceci, qui fut dicté comme sien par le philosophe lui-même. Il s'agit de la langue française : « Je crois que la langue française est à la fois ma plus chère maladie et ma seule patrie possible. L'asile et l'ancre par excellence. L'armure et l'arme par excellence. Un des lieux, en tout cas, où je me tiens en ce monde. » Beau texte. Mais une version, sans doute, « à peu près contemporaine », puisqu'elle date du 23 décembre 1941, lui fait « spectaculairement écho ». La voici : « Même si je n'étais pas un animal essentiellement français, [...] la langue française serait encore pour moi la seule patrie imaginable, l'asile et l'ancre par excellence, l'armure et l'arme par excellence, le seul « lieu géométrique » où je puisse me tenir en ce monde pour y rien comprendre, y rien vouloir ou renoncer. » Il s'agit d'une lettre de Saint-John Perse (Alexis Saint-Léger-Léger) à Archibald MacLeish, et on la trouvera dans les Œuvres complètes du poète (collection de la Pléiade), page 551. « Pure et simple falsification », avez-vous dit ?

Pierre Vidal-Naquet